

Unité départementale d'Eure-et-Loir  
15 place de la République  
28000 Chartres

Orléans, le 25/02/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/02/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **SAINT REMY**

8, avenue Louise Michel  
ZI Les Corvées  
28500 VERNOUILLET

Références : VAT20220092

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/02/2022 dans l'établissement SAINT REMY implanté 8, avenue Louise Michel ZI Les Corvées 28500 VERNOUILLET. L'inspection a été annoncée le 08/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite de l'arrêté de mise en demeure du 29/06/2021.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAINT REMY
- 8, avenue Louise Michel ZI Les Corvées 28500 VERNOUILLET
- Code AIOT dans GUN : 0010003921
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Atelier de traitement de surface comportant 2 lignes de traitement de surface.  
Site ICPE soumis à la rubrique 2565-2-a.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- les suites de la visite du 05/02/2021

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'Inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
NC1* de la visite du 05/02/2021	Arrêté Préfectoral du 20/02/2000, article Art. 1.3.7	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
NC5* de la visite du 05/02/2021	Arrêté Préfectoral du 20/02/2000, article Art. 1.6.1	/	Sans objet
NC7* de la visite du 05/02/2021	Arrêté Préfectoral du 20/02/2000, article Art. 1.6.6	/	Sans objet
R1 de la visite du 05/02/2021	Arrêté Préfectoral du 20/02/2000, article Art. 2. 1.1.1	/	Sans objet
R2 de la visite du 05/02/2021	Arrêté Préfectoral du 20/02/2000, article Art. 2. 1.1.1	/	Sans objet
Non conformité traitement des déchets (nouvelle)	Arrêté Préfectoral du 29/02/2000, article Art. 1.8.6.4	/	Sans objet
Non conformité installations électriques. (nouvelle)	Arrêté Préfectoral du 29/02/2000, article Art. 1.6.1	/	Sans objet
Non conformité rétention (nouvelle)	Arrêté Préfectoral du 29/02/2000, article Art. 1.2.4	/	Sans objet
NC2* de la visite du 05/02/2021	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article Art. 35	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
NC3* de la visite du 05/02/2021	Arrêté Ministériel du 29/02/2012, article Art. 2	/	Sans objet
NC4* de la visite du 05/02/2021	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article Art. 6-I	/	Sans objet
NC6* de la visite du 05/02/2021	Arrêté Préfectoral du 20/02/2000, article Art. 1.8.4	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
NC8 de la visite du 05/02/2021	Arrêté Préfectoral du 20/02/2000, article Art. 1.6.4	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus.

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** NC1\* de la visite du 05/02/2021

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/02/2000, article Art. 1.3.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, hauteur des cheminées
<b>Prescription contrôlée :</b> La hauteur des cheminées (différence entre l'altitude du débouché à l'air libre et l'altitude moyenne du sol à l'endroit considéré) n'est pas inférieure à 10 mètres.
<b>Constats :</b> NC maintenue : La hauteur des cheminées est inférieure à 10 mètres.  Non conforme (en cours de travaux).  Ce constat fait l'objet de l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 29/06/2021.
<b>Observations :</b> L'exploitant a déclaré que la mise en place de la cheminée est prévue pour mi août. La cheminée est en cours de fabrication chez fabricant. Support en ferraille à faire. Les acomptes ont été versés, selon l'exploitant.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale

**Nom du point de contrôle : NC3\* de la visite du 05/02/2021**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/02/2012, article Art. 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, registre déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins, pour chaque flux de déchets sortants, les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>— la date de l'expédition du déchet ;</li><li>— la nature du déchet sortant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ;</li><li>— la quantité du déchet sortant ;</li><li>— le nom et l'adresse de l'installation vers laquelle le déchet est expédié ;</li><li>— le nom et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;</li><li>— le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ;</li><li>— le cas échéant, le numéro de notification prévu par le règlement susvisé ;</li><li>— le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive susvisée ;</li><li>— la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement.</li></ul>
<b>Constats :</b> Pas de non respect constaté sur le registre de déchets sortants pour 2020.
<b>Observations :</b> Déchets produits : boue de la station d'épuration (puis boues envoyées en traitement), bidons souillés consignés (en faible nombre, 3/4 par an). Vu le registre de déchets sortants pour 2020 : déchets boues de station. code déchet : 110109*. Toutes les informations sont présentes sauf le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié et la qualification du traitement final. (rajouté à la main le jour de la visite). Vu bordereau de suivi de déchets dangereux. Destination final : SARP pour traitement D9 (traitement physico chimique avant élimination). Absence du second bordereau de déchets partant de la société SARP vers la société d'élimination final du déchets. (voir constat infra)
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : NC4\* de la visite du 05/02/2021**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article Art. 6-I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, détection surchauffe des bains
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les systèmes de chauffage des cuves sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage. [...]
<b>Constats :</b> Pas de non respect constaté le jour de la visite. Ce constat fait l'objet de l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 29/06/2021.  Suite à la modification de la rubrique 2565, le site relève désormais de l'arrêté ministériel du 09/04/2019. La prescription applicable est la suivante : Article 54 de l'AM du 09/04/2019 [...] Les systèmes de chauffage des cuves sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage. [...]
<b>Observations :</b> Tous les bains chauffés ont été équipés en sonde de niveau bas selon l'exploitant. Facture de pose Girard elec datée du 30/09/2021. 12 contacteurs posées. Un test (simulation de fuite par élévation du flotteur) a été réalisé sur une des 2 lignes. Le test a été concluant. La NC est levée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : NC5\* de la visite du 05/02/2021**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/02/2000, article Art. 1.6.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, risque foudre
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Protection contre la foudre Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, doivent être protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993. [...]
<b>Constats :</b> Pas de non respect constaté le jour de la visite.  La NC est levée.  Mettre en œuvre les recommandations de l'Etude Technique Foudre.  Ce constat fait l'objet de l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 29/06/2021.
<b>Observations :</b> Vu l'Analyse du Risque Foudre (ARF). Organisme : RG Consultant. Date du rapport : 22/07/2021. Référence du rapport : RGC 26 022. Vu l'Etude Technique Foudre (ETF). Organisme : RG Consultant. Date du rapport : 22/07/2021. Référence du rapport : RGC 26 023. La NC est levée. ETF fourni 3 recommandations. L'exploitant déclare que la mise en œuvre des recommandations aura lieu courant 2022. Suite aux recommandations de l'ETF, il serait judicieux de faire procéder un contrôle des équipements de protection contre la foudre par un organisme agréé, pour attester de la conformité de réalisation des travaux réalisés.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : NC6\* de la visite du 05/02/2021**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/02/2000, article Art. 1.8.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, conformité installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b> Autosurveillance La périodicité des contrôles et vérifications, réalisés par des techniciens compétents ou des organismes de contrôle qualifiés, est au minimum la suivante : [...] - Installations électriques : 12 mois. [...]
<b>Constats :</b> Pas de non respect constaté le jour de la visite.  La NC est levée.  Ce constat fait l'objet de l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 29/06/2021.
<b>Observations :</b> L'exploitant a réalisé un contrôle des installations électriques. Organisme : Bureau Veritas Date du rapport : 29/07/2021 Référence : 11602266/1.1.1.R 57 observations nouvelles (1ère vérification du site). L'exploitant a décidé de changer complètement l'armoire générale du bâtiment et de réaliser les autres actions à mener. Délai de réalisation : fin 2022 pour l'armoire générale, courant d'année pour les autres actions et 2023. Les installations électriques ne sont pas conformes aux normes en vigueur. (nouvelle NC).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : NC7\* de la visite du 05/02/2021**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/02/2000, article Art. 1.6.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, risque incendie – ressource eau
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant assure, à moins qu'elle n'existe déjà, la défense extérieure contre l'incendie par un poteau de 100 mm normalisé (NFS 61.213) piqué sur une canalisation assurant un débit minimum de 1000 l/mn, sous une pression dynamique de 1 bar (NFS 62.200) et placé à moins de 100 m de l'entrée principale du bâtiment, par les chemins praticables. 1! met en place des extincteurs de nature et de capacité appropriées aux risques à défendre.
<b>Constats :</b> Non conforme. La NC est maintenue. L'exploitant n'est pas en mesure de démontrer que les moyens existants sur le site sont appropriés au risque incendie.
<b>Observations :</b> L'exploitant ne connaît pas le débit du poteau incendie de la commune. L'exploitant possède environ 7 extincteurs dans l'atelier.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : NC8 de la visite du 05/02/2021**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/02/2000, article Art. 1.6.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, risque incendie – désenfumage
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant permet l'évacuation des fumées en cas d'incendie du bâtiment industriel par l'installation d'un désenfumage naturel constitué, en partie haute et en partie basse du volume, d'une ou plusieurs ouvertures communiquant avec l'extérieur, de surfaces utiles respectives supérieures au 1/00ème de la surface au sol du local avec un minimum de 1m². Les dispositifs d'ouverture doivent être facilement manœuvrables depuis le plancher du local, près d'une issue.
<b>Constats :</b> Pas de non respect constaté le jour de la visite.  Ce constat fait l'objet de l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 29/06/2021.
<b>Observations :</b> L'exploitant a déclaré avoir révisé les 2 trappes de désenfumage. Vu les factures concernant le remplacement du système de commandes et des vérins, datées du 28/06/2021 et du 18/02/2021. Test manuel réalisé lors de la visite du 18/02/2022. (tests concluants pour les 2 trappes de l'atelier). La NC est levée. Pour rappel, l'exploitant doit effectuer une vérification périodique par un organisme qualifié, à fréquence annuelle pour les trappes de désenfumage, comme prescrit à l'article 1.8.4 de l'arrêté préfectoral du 29/02/2000.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : R1 de la visite du 05/02/2021**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/02/2000, article Art. 2. 1.1.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, modification(s) installation
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout projet de modifications à apporter à ces installations doit être avant réalisation porté à la connaissance du Préfet, accompagné des éléments d'appréciation nécessaires.
<b>Constats :</b> Porter à la portée la connaissance du préfet et de l'inspection les modifications notables de l'activité autorisée préalablement.
<b>Observations :</b> L'exploitant n'a pas envoyé de courrier en préfecture pour signifier l'arrêt d'une des lignes de traitement de surface. Pour rappel, tout projet de modifications à apporter à ces installations doit être avant réalisation porté à la connaissance du Préfet, accompagné des éléments d'appréciation nécessaires.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**Nom du point de contrôle :** R2 de la visite du 05/02/2021

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/02/2000, article Art. 2. 1.1.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, modification(s) installation
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations doivent être disposées et aménagées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande, en tant qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.
<b>Constats :</b> Non conforme. La remarque est convertie en non-conformité.
<b>Observations :</b> L'exploitant a déclaré que le plan n'a pas été mis à jour.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Non conformité traitement des déchets (nouvelle)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/02/2000, article Art. 1.8.6.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> Registre des sorties de déchets L'élimination (par le producteur ou un sous traitant) des déchets qui n'ont pu être valorisés sur le site, fait l'objet d'une comptabilité précise tenue en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées. [...] Les documents justificatifs de l'exécution de l'élimination des déchets sont annexés au registre prévu ci-dessus et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés pendant une durée minimale de trois ans.
<b>Constats :</b> Non-conforme.
<b>Observations :</b> L'exploitant n'est pas en capacité de justifier la destination finale d'élimination de ses déchets dangereux (boues contenant des éléments métalliques).
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Non conformité installations électriques. (nouvelle)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/02/2000, article Art. 1.6.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, vérification électrique
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] L'équipement électrique doit être conforme à l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion (JO NC du 30 avril 1980). [...]
<b>Constats :</b> Non conforme.
<b>Observations :</b> Les installations électriques ne sont pas conformes aux normes en vigueur. L'exploitant mettra en place un plan d'actions avec un calendrier prévisionnel des actions à mener pour lever les observations du rapport de vérification électrique 2021.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Non conformité rétention (nouvelle)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/02/2000, article Art. 1.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, rétention et compatibilité des produits
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs : 100% de la capacité du plus grand réservoir ou 50% de la capacité des réservoirs associés. [...] Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. [...]
<b>Constats :</b> Capacité de rétention non conforme observée sur un stockage le jour de la visite.  Justifier la compatibilité des produits associés à une même rétention.
<b>Observations :</b> Lors de la visite, un bac à moitié rempli, servant de dépotage, était également utilisé en tant que rétention pour plusieurs contenants dont certains n'étaient pas remplis d'après l'exploitant. L'exploitant justifie que les capacité de rétentions sont suffisantes. Les cuves de traitement de surface d'une même ligne sont associés à une même rétention (bains acides dilués et bases diluées). L'exploitant justifie de la compatibilité des produits associés à une même rétention.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : NC2\* de la visite du 05/02/2021**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article Art. 35
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, rejets dans l'air
<b>Prescription contrôlée :</b> La surveillance des rejets dans l'air porte sur :  [...] -les valeurs limites d'émissions. Une mesure des concentrations dans les effluents atmosphériques de l'ensemble des polluants visés par l'arrêté préfectoral d'autorisation ou à défaut visés à l'article 26 du présent arrêté, est réalisée au moins une fois par an selon les normes en vigueur au niveau de chaque exutoire sur un échantillon représentatif du rejet et du fonctionnement des installations. Une estimation des émissions diffuses est également réalisée selon la même périodicité.  Les performances effectives des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement éventuel sont contrôlées dans l'année suivant la mise en service de l'installation par un organisme extérieur reconnu compétent.
<b>Constats :</b> La NC est partiellement levée et est reformulée : L'exploitant ne réalise pas une estimation de ses émissions diffuses.  Suite à la modification de la rubrique 2565, le site est désormais soumis à l'arrêté du 09/04/2019. La prescription applicable est la suivante : Art. 48 de l'AM du 09/04/2019 Emissions dans l'air. 1. Pour la détermination des flux, les émissions canalisées et les émissions diffuses sont prises en compte. [...] Le flux annuel des émissions diffuses de solvant ne dépasse pas 20 % de la quantité de solvant utilisée ; ce taux est ramené à 15 % si la consommation de solvant est supérieure à 10 tonnes par an. [...]
<b>Observations :</b> Contrôle des rejets atmosphériques réalisé. Organisme : Bureau Veritas. Référence : 10887816/2.1.2.R. Date du rapport : 11/08/2021. Aucune estimation des émissions diffuses n'a été réalisée.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet